

# Indicateurs de l'impact mondial du mouvement BDS : fin d'année 2023 & début 2024

[bdsfrmontpellier.org/indicateurs-de-limpact-mondial-du-mouvement-bds-fin-dannee-2023-debut-2024/](https://bdsfrmontpellier.org/indicateurs-de-limpact-mondial-du-mouvement-bds-fin-dannee-2023-debut-2024/)



Depuis le début de la guerre génocidaire menée par Israël contre 2,3 millions de Palestiniens dans la bande de Gaza occupée et assiégée, l'impact du mouvement BDS s'est considérablement accru et a commencé à influencer certains États.

## Introduction :

Au cours des 18 dernières années, le mouvement BDS a construit un vaste réseau dans le monde entier, soutenu par des syndicats, des coalitions paysannes, ainsi que des mouvements pour la justice raciale, sociale, de genre et climatique, représentant ensemble des dizaines de millions de personnes. Il a eu un impact important sur l'isolement de l'apartheid israélien, notamment en obligeant les grandes multinationales, comme G4S, Veolia, Orange, HP, PUMA et d'autres, à mettre fin totalement ou partiellement à leur complicité dans ses crimes contre les Palestiniens autochtones.

Depuis le début de la guerre génocidaire d'Israël contre 2,3 millions de Palestiniens dans la bande de Gaza occupée et assiégée, l'impact du mouvement BDS s'est considérablement accru et a commencé à influencer certains États. Le mouvement, avec ses nombreux partenaires, a intensifié la pression sur les décideurs politiques pour qu'ils mettent fin à la complicité des États et des entreprises dans les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide commis par Israël, en rendant mainstream l'analyse désormais largement acceptée d'Israël en tant qu'État d'apartheid et en préconisant des sanctions ciblées et légales, en particulier un embargo complet et bilatéral sur les armes, comme une action de respect des obligations légales en vertu du droit international.

Cet impact a été accentué par l'affaire sud-africaine devant la Cour internationale de justice (CIJ) accusant Israël de génocide et par la décision ultérieure de la CIJ du 26 janvier 2024 selon laquelle Israël commet de manière plausible un génocide à Gaza.

Le 23 février, des expert-es des droits de l'homme de l'ONU ont publié une déclaration révolutionnaire qui fait référence au risque de génocide pour appeler tous les États à remplir leurs obligations légales en arrêtant « immédiatement » toutes les « exportations d'armes vers Israël » et en imposant « des sanctions sur le commerce, la finance, les voyages, la technologie ou la coopération ». Cela fait écho aux revendications que le mouvement BDS a généralisées et pour lesquelles il a construit un soutien de masse pendant de nombreuses années.

**Bien que dans la plupart des développements ci-dessous, bien sûr, il y ait eu d'autres facteurs d'influence, le mouvement BDS a joué un rôle indubitable, bien que parfois indirect, dans leur réalisation.**

## **INDICATEURS D'IMPACT (un échantillon représentatif de nombreux développements similaires) :**

---

### **– Etats et Gouvernements locaux**

---

- La Bolivie a suspendu ses relations diplomatiques avec Israël, tandis que le Chili, la Colombie, le Tchad, le Honduras, la Turquie et la Jordanie, entre autres, ont revu à la baisse leurs relations avec Israël.
- 
- L'Union africaine a effectivement suspendu le statut d'observateur[1] d'Israël.
- 
- Le 29 février, le président colombien Gustavo Petro a annoncé la suspension totale des achats d'armes à Israël.
-

- Le gouvernement régional belge de Wallonie a suspendu deux licences d'exportation d'armes vers Israël. Les vice-premiers ministres de la Belgique et de l'Espagne ont appelé à « suspendre le traité d'association de l'UE avec Israël, à imposer un embargo général sur les armes, ou même à imposer des sanctions dans le cadre du régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme ».
- 
- Le Chili a interdit aux entreprises israéliennes d'accéder à son salon de l'armement, et les entreprises israéliennes étaient également absentes du salon de l'armement en Colombie.
- 
- Le 29 février, le Parti socialiste ouvrier espagnol, le principal parti au pouvoir en Espagne, a voté au Parlement, avec d'autres partis, en faveur d'une suspension immédiate du commerce d'armes de l'Espagne avec Israël. Le 13 mars, la commission des Affaires étrangères du parlement espagnol a voté en faveur de l'arrêt du commerce des armes avec Israël.
- 
- Le fonds souverain norvégien, le plus grand au monde, a récemment annoncé qu'en novembre 2023, il avait entièrement cédé ses obligations israéliennes d'une valeur de près d'un demi-milliard de dollars. Les obligations d'Israël sont une cible majeure du mouvement BDS depuis octobre 2023. La plus grande fédération syndicale, LO, avec un million de membres, a joué un rôle important à cet égard.
- 
- Plusieurs fonds de pension danois ont exclu et ont retiré leurs investissements des entreprises israéliennes, y compris des banques, impliquées dans les colonies illégales d'Israël.
- 
- Le gouvernement norvégien a conseillé aux entreprises norvégiennes « de ne pas s'engager dans des coopérations commerciales ou des échanges qui servent à perpétuer les colonies israéliennes illégales ».
- 
- Le 3 janvier 2024, la Commission des droits de l'homme du Sénat chilien a approuvé un projet de loi visant à interdire le commerce avec les colonies israéliennes.
- 
- Le gouvernement malaisien a interdit tous les navires appartenant à Israël, en particulier ceux de la compagnie maritime israélienne Zim, en réponse aux violations du droit international par Israël, une décision renforcée par les efforts persistants de BDS Malaysia.
- 
- Le Parlement canadien a voté pour mettre fin aux exportations d'armes vers Israël le 18 mars 2024, tandis que plus de 130 député-es britanniques ont appelé à interdire toutes les ventes d'armes à Israël.
-

- La ville de Barcelone (Catalogne) a franchi une étape historique en rompant tous les liens avec Israël en raison de son système d'apartheid et des crimes de guerre commis contre les Palestiniens à Gaza, créant ainsi un précédent en Europe. Cela fait suite à une campagne menée par des partenaires BDS en Catalogne.
- 
- Le gouvernement jordanien a annoncé le rejet d'un accord « électricité contre eau » avec Israël, à la suite d'une importante pression publique menée par BDS Jordanie.
- 
- Le Conseil régional néo-zélandais de l'environnement de Canterbury (ECan) a voté pour ne pas travailler avec des entreprises qui font des affaires avec des colonies israéliennes illégales dans les territoires palestiniens occupés.
- 
- Malgré la domination de la propagande israélienne justifiant le génocide dans les grands médias américains, la majorité des électeur-ices américain-es soutiennent maintenant l'arrêt ou le conditionnement du financement militaire et des livraisons d'armes à Israël.
- 
- En Turquie, les villes d'Adana et d'Antalya ont annulé leurs protocoles de jumelage avec leurs homologues israéliennes, Beersheba et Bat-Yam, respectivement. Cela faisait suite à une campagne intense de BDS Turquie.
- 
- Le 29 novembre 2023, le conseil municipal de la ville de Gand (Belgique) a annoncé qu'il n'achètera plus auprès des entreprises profitant du système d'occupation et d'oppression des Palestiniens dans les TPO (territoires palestiniens occupés).
- 
- Le 10 janvier 2024, la ville de Derry et le conseil du district de Strabane (Irlande du Nord) ont annoncé leur intention d'adopter une politique d'approvisionnement éthique.
- 
- Le 25 janvier 2024, le Sinn Féin, le plus grand parti politique d'Irlande, a annoncé qu'il travaillait dans les conseils municipaux de toute l'Irlande pour mettre en œuvre des politiques d'approvisionnement éthiques.
- 
- Le 25 janvier 2024, la ville de Hayward, en Californie (États-Unis), a voté en faveur du désinvestissement de quatre entreprises complices de violations israéliennes des droits de l'homme et du droit international.
- 
- Plus de 120 conseils municipaux aux États-Unis ont adopté des résolutions exigeant un cessez-le-feu.

## – Entreprises et organisations

---

- En mars 2024, à la suite de pressions exercées par BDS Japon et ses alliés, qui ont évoqué la décision de la CIJ selon laquelle Israël commet un génocide de manière plausible, deux grandes entreprises japonaises, Nippon Aircraft Supply et Itochu Corporation, ont mis fin à leurs relations avec le plus grand fabricant d'armes privé d'Israël, Elbit Systems.
- 
- Elbit Systems, le plus grand fabricant d'armes privé d'Israël et le principal facilitateur du génocide, a exprimé ses inquiétudes quant à l'impact des campagnes BDS contre lui, malgré l'augmentation de ses ventes d'armes « testées sur le terrain ». La peur d'Elbit à l'égard du BDS peut s'expliquer par la tendance émergente des désinvestissements des grandes banques et des fonds d'investissement. Le 12 février 2024, par exemple, l'Office d'investissement de l'État du Wisconsin a révélé qu'il avait vendu les 8 083 actions d'Elbit qu'il possédait en novembre 2023. Deux jours plus tard, Bank of America Corp a révélé qu'elle avait perdu plus de 50 % de ses actions Elbit depuis novembre 2023. Même la Banque Scotia, le plus grand investisseur étranger dans Elbit, a réduit ses avoirs en actions Elbit d'environ 16 % entre le T3 et le T4 2023. Les campagnes en faveur d'un désinvestissement total se poursuivent.
- 
- En mars 2024, le géant américain de la restauration rapide McDonald's a été contraint d'abandonner son procès en diffamation contre BDS Malaysia. La société a subi une perte importante de revenus et de valeur de ses actions en raison d'une campagne BDS mondiale croissante, comme l'a admis sa direction. Le boycott dans le monde arabe a joué un grand rôle dans cette pression.
- 
- L'entreprise allemande de vêtements de sport Puma a annoncé en décembre 2023 qu'elle ne renouvellerait pas son contrat avec la Fédération israélienne de football qui expire fin 2024, cédant à la pression BDS qui a coûté cher à l'entreprise en termes d'atteinte à sa réputation.
- 
- Carrefour, la chaîne de supermarchés française ciblée par BDS pour sa complicité dans les crimes israéliens, a fermé quatre succursales en Jordanie, à la suite d'une intense campagne menée par BDS Jordanie. La société jordanienne Al-Ameed Coffee Company avait précédemment décidé de fermer toutes ses succursales dans les supermarchés Carrefour en Jordanie en raison de la complicité de Carrefour dans les crimes d'Israël.

**– Institutions (syndicales, confessionnelles, universitaires, culturelles, sportives) :**

---

- Les principaux syndicats indiens représentant des dizaines de millions de travailleurs ont exigé du gouvernement indien qu'il annule un accord visant à « exporter » des travailleurs indiens vers Israël pour remplacer les travailleurs palestiniens, exhortant les travailleurs à boycotter les produits israéliens et à ne pas manipuler de marchandises israéliennes.
- 
- Les syndicats de dockers en Belgique, en Inde, en Catalogne, en Italie, en Grèce, en Turquie, en Californie et en Afrique du Sud ont mené des actions contre les navires israéliens et/ou les livraisons d'armes à Israël.
- 
- L'IAATW, une alliance internationale de syndicats de travailleurs dans les applications de transports et comptant 100 000 membres dans plus de 27 pays et 6 continents, a décidé de boycotter les stations-service de la marque Chevron.
- 
- La plus grande et la plus ancienne église afro-américaine, l'Église épiscopale méthodiste africaine, qui compte quelque 3 millions de membres, a accusé Israël de génocide, appelant les États-Unis à « retirer immédiatement tout financement et tout autre soutien d'Israël », afin de mettre fin à sa complicité. Haut du formulaire
- 
- Les directeurs de toutes les universités palestiniennes ont appelé à isoler les universités israéliennes dans le monde entier.
- 
- Cinq universités norvégiennes ont suspendu des accords de collaboration avec des universités israéliennes complices du génocide israélien à Gaza.
- 
- Le Conseil de la Faculté de droit de l'Université d'Anvers (Belgique) a décidé par consensus de mettre fin à un accord de coopération avec l'Université Bar-Ilan en raison de son soutien indéfectible à l'agression militaire israélienne contre Gaza.
- 
- Le gouvernement étudiant de la faculté de droit de Harvard a adopté une résolution appelant la Harvard Management Corporation et toutes les institutions et organisations de la communauté de Harvard à cesser ses investissements en direction du régime israélien, de son occupation militaire et de son génocide à Gaza.
- 
- Le Sénat académique de l'Université de Turin (Italie) a décidé de ne pas participer aux appels de recherche scientifique avec des institutions israéliennes complices au sujet du #GazaGenocide.
-

- L'Université de Gérone (Catalogne) s'est engagée à revoir tous les accords avec les universités israéliennes ; l'Université Fédérale du Ceará (Brésil) a annulé le « Défi Innovation Brésil – Israël » et la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de l'Universidad Nacional de la Patagonia San Juan Bosco (Argentine) a voté en faveur de l'appel de l'Université de Birzeit à éviter les institutions académiques israéliennes complices.
- 
- L'Association des professeur-es de l'Université de Montréal, qui représente près de 1400 professeur-es, a voté à l'unanimité en faveur d'un boycott des universités israéliennes, ce qui en fait la PREMIÈRE au Canada à le faire.
- 
- Des étudiant-es de l'Université de Californie à Davis (États-Unis) ont voté en faveur du désinvestissement de leur budget de 20 millions de dollars en direction des entreprises complices du génocide et de l'occupation.
- 
- L'assemblée du Sénat de la faculté de l'Université du Michigan (États-Unis) a voté en faveur du désinvestissement le 30 janvier 2024.
- Une centaine d'organisations artistiques américaines, y compris des éditeur-trices, des galeries, des salles de spectacle, des magazines, des librairies, des collectifs, des festivals et des agences, ont approuvé le boycott culturel d'Israël.
- 
- Le cinéma de Gérone a annulé le festival du film et de la télévision israéliens Seret, parrainé par l'ambassade d'Israël et le ministère de la Culture, après un engagement privé de groupes catalans.
- 
- Eurovision : Les ministres belges de la Culture ont appelé à bannir Israël de l'Eurovision, tout comme plus de 4 000 artistes, dont plus de 1 000 artistes dans le pays hôte, la Suède. La plus grande soirée de projection de l'Eurovision à Londres fait partie des événements annulés en raison de la participation d'Israël.
- 
- Plus de 100 artistes ont boycotté South by Southwest (SXSW) au Texas (États-Unis) pour son partenariat avec l'armée américaine et les fabricants d'armes qui arment le génocide mené par Israël.
- 
- Des dizaines de milliers d'artistes ont appelé au cessez-le-feu, à la justice et à l'obligation de rendre des comptes à travers des dizaines de lettres et d'initiatives, notamment dans les domaines de la musique, des arts visuels, du cinéma, de la littérature et bien plus encore.
- 
- Jeux olympiques : des pétitions appelant à bannir Israël des sports internationaux ont recueilli plus de 280 000 signatures. Vingt-six députés français ont appelé le Conseil International Olympique à sanctionner Israël.

- 
- FIFA : La Fédération de football d'Asie de l'Ouest a appelé à suspendre l'adhésion d'Israël à la FIFA, et les appels à exclure Israël des Jeux Olympiques prennent de l'ampleur dans le monde entier.
- 
- Le comité exécutif de la Fédération européenne de gymnastique a décidé que Tel Aviv n'accueillera plus les Championnats d'Europe de gymnastique artistique 2025.
- 
- Les Championnats d'Europe de water-polo de 2024 ont été déplacés hors d'Israël.
- 
- 4 000 artistes queer se sont engagés à ne pas se produire ou exposer leurs œuvres en Israël. La plus ancienne organisation LGBTQ+ des États-Unis a appelé à la fin du #GazaGenocide. Dix cinéastes queer se sont retiré-es du festival du film LGBTQ+ parrainé par le gouvernement israélien. La National Student Pride au Royaume-Uni a abandonné ses sponsors israéliens complices de l'apartheid et du génocide.

---

[1] Le statut d'observateur (ou observer status en anglais) est un statut accordé à une entité, telle qu'un pays, une organisation internationale ou une entité non étatique, qui lui permet de participer à certaines réunions, discussions ou activités d'une organisation internationale sans avoir le plein statut de membre. Les observateurs peuvent généralement assister à des réunions, soumettre des déclarations et des propositions, mais n'ont souvent pas le droit de voter ou de participer activement à la prise de décision de l'organisation. Ce statut est souvent accordé à des entités qui ont un intérêt particulier dans les travaux de l'organisation mais qui ne remplissent pas toutes les conditions nécessaires pour devenir membres à part entière.